

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Libreville : appel à la candidature d'Ali Bongo Ondimba et financement des AGR

J.K.M
Libreville/Gabon

A PRÈS Cocobeach le 17 juin dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a poursuivi sa tournée républicaine

dans la province de l'Estuaire en allant, hier, à la rencontre des habitants des 2e, 3e et 4e arrondissements de la capitale gabonaise. De Cocotiers à Likouala en passant par le Pont d'Akébé et Awendje, le président de la République a

EXPRESS

SOMMET QUADRIPARTITE : LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LUANDA AUJOURD'HUI



Photo: DR

Après le récent Sommet de Paris, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, participe aujourd'hui à Luanda, en Angola, au Sommet quadripartite regroupant les trois communautés économiques régionales et d'un Mécanisme Régional – Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Cette rencontre organisée par l'Union africaine (UA) va porter sur la coordination et l'harmonisation des réponses régionales aux tensions dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Une véritable préoccupation au regard des exactions commises. Le Gabon siégeant au Conseil de sécurité des Nations unies en qualité de membre non-permanent, la présence du numéro un gabonais en Angola se justifie à plus d'un titre.

CHANTIERS PRIORITAIRES : LES HAUTS-COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE EN INSPECTION À PORT-GENTIL



Photo: DR

S'ENQUÉRIR de l'évolution des chantiers prioritaires à Port-Gentil. Telle est l'essence de la récente mission de la délégation des Hauts-commissaires de la République. Commencée mercredi dernier sous la conduite du Haut-commissaire général, Michel Essonghe, cette descente sur le terrain aura permis aux dignitaires de la République de mesurer le niveau d'exécution des différents chantiers initiés, dans la capitale économique, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), en même temps que ceux lancés par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de son dernier séjour dans cette localité. Une visite d'inspection couplée à des rencontres avec les autorités politico-administratives locales, les opérateurs économiques, les communautés étrangères, les acteurs de la société civile, etc. C'est dire qu'aux yeux de nombreux Portgentillais, cette visite a revêtu une importance particulière. Tant ils en attendent une amélioration significative de leurs conditions de vie.

YFI & JKM



A chacune des étapes, le chef de l'Etat a communiqué avec les Librevillois.

littéralement communiqué avec les populations. Lesquelles lui ont réservé un accueil des plus chaleureux et enthousiastes à la hauteur de sa dimension, tout en l'appelant à se porter candidat à la prochaine élection présidentielle.

De fait, les jeunes, femmes et notables ont réaffirmé leur attachement à sa personne et à sa vision politique. Non sans avoir souligné un certain nombre de préoccupations liées entre autres à la lutte contre le chômage des jeunes, la

construction des centres de loisirs, bibliothèques, le financement des activités génératrices de revenus (AGR). Sans omettre la mise en place d'une police de proximité, le soutien aux jeunes filles mères, la réhabilitation des structures sanitaires, le paiement régulier des pensions de retraités, la lutte contre l'insécurité, la déperdition scolaire, la construction des structures dédiées aux personnes du 3e âge, etc.

Autant de préoccupations portées

par les représentants des habitants au cours des échanges francs et directs qu'ils ont eus avec le président de la République. Ce qui s'est avéré, à tout point de vue, un exercice fort constructif et enrichissant.

Sensible aux préoccupations de ses interlocuteurs, le chef de l'État a annoncé la mise sur pied d'une carte verte aux fins de permettre aux personnes du 3e âge d'avoir notamment accès aux soins de santé à coût réduit.

Miroir du gouvernement

Vox populi !

LA ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq, paraît bien silencieuse face au début de polémique qui devrait cristalliser les passions de la plupart des membres de la communauté éducative à la prochaine rentrée des classes. Depuis quelque temps en effet, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer l'introduction, dans le système éducatif national, notamment au préprimaire, des enseignements sur l'homosexualité. Ce qui ne serait, à leurs yeux, qu'une manière subtile de vulgariser, voire "normaliser" cette pratique sexuelle auprès de nos jeunes apprenants. Une vision inadmissible, entendu que selon eux, l'homosexualité serait contraire à nos us et coutumes. Et que les enfants ne disposeraient pas suffisamment de discernement pour mesurer la portée de cet enseignement

Face à cette levée de boucliers, le Minédu a opté, à ce qu'il semble, pour la fuite en avant en misant probablement sur une baisse de la pression populaire, d'ici là. Un pari risqué, vu que cela ne ferait que radicaliser, au final, les positions des pourfendeurs de ce projet. D'autant plus que l'adoption, par le Parlement, du projet de loi portant dépénalisation de l'homosexualité en République gabonaise, n'a vraiment pas été digérée par l'opinion publique

nationale.

Au milieu de tout cela, qu'est donc en droit d'attendre celle-ci de la part de la première responsable du Minédu. Difficile d'y répondre, en réalité. Mais la logique voudrait qu'elle se fende d'un certain nombre d'explications. Surtout qu'au milieu de cet océan de critiques, Camélia Ntoutoume-Leclercq ne semble bénéficier d'aucun soutien officiel émanant de son camp politique ou des partenaires sociaux. Ce qui tendrait à prouver que cette volonté "d'enseigner l'homosexualité" est une pilule véritablement difficile à avaler pour tous les segments de la société. Et que dès lors, au vu de cette réalité sociologique, elle serait avisée d'être en phase avec la vox populi en retirant cet enseignement des programmes scolaires. Une situation qui s'est déjà produite dans bien des États occidentaux à l'avant-garde de la promotion des droits des personnes homosexuelles et transgenres.

C'est dire que les programmes scolaires étant, dans une large mesure, le reflet des ambitions d'une société, Camélia Ntoutoume-Leclercq sait de quel côté devrait pencher la balance.

J.KOMBILE MOUSSAVOU